

Raphaël Boroumand
Myriam Maestroni

ÉCONOMIE ET CLIMAT LE FAUX DILEMME



Antidote
au défaitisme

ÉCONOMIE ET CLIMAT

LE FAUX DILEMME

Raphaël Boroumand
Myriam Maestroni

ÉCONOMIE ET CLIMAT LE FAUX DILEMME

Antidote
au défaitisme

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2026
Rue du Bosquet 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit.

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Dans le cas où le livre comporte des ressources numériques en ligne, ces dernières sont des compléments offerts à l'achat du livre. Par respect du droit d'auteurs, ces ressources sont incessibles, interdites de reproduction et réservées à un usage strictement personnel. Elles sont soumises aux conditions d'utilisation en vigueur (CGU) accessibles sur notre site et peuvent, pour des raisons commerciales, légales, d'évolution technique ou de contenu, être supprimées ou interrompues à tout moment, sans garantie de maintien ou de compensation.

Dans le cas où les QR codes et liens hypertextes permettent d'accéder à des sites internet tiers, la responsabilité de De Boeck Supérieur n'est pas engagée, notamment quant à leur éventuel dysfonctionnement ou à leur indisponibilité d'accès.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : mai 2026

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2026/13647/093

ISBN : 978-2-8073-7732-5

« Il n'y a pas de fatalité en histoire ; l'avenir sera ce que nous voudrons qu'il soit »

Henri Bergson

« Savoir pour prévoir, afin de pouvoir »

Auguste Comte

Sommaire

À propos des auteurs	9
Introduction : L'économie productiviste détérioré le climat et le réchauffement climatique fragilise l'économie	15
Chapitre 1. La planète en surchauffe	29
Chapitre 2. Disparité des ressources et politiques énergétiques	41
Chapitre 3. Une prise de conscience de l'impératif d'un nouveau paradigme économique ...	73
Chapitre 4. Investir dans la transition énergétique, une équation favorable	119
Chapitre 5. Relever les défis éco-énergétiques et anticiper les nouvelles dépendances .	135

Chapitre 6. L'Europe face au choc des titans.....	173
Chapitre 7. Les énergies bas carbone.....	197
Chapitre 8. Innovations et nouvelles aventures industrielles	237
Chapitre 9. L'économie bleue pour naviguer vers un avenir prospère et durable	267
Conclusion et horizons futurs : Notre antidote pour faire de la transition écologique un moteur de prospérité	275

À propos des auteurs

La complémentarité de nos parcours professionnels et notre vision de l'impératif de concilier l'économie et le climat selon un principe de justice climatique sont à l'origine de notre collaboration éditoriale. Nous souhaitons confronter nos expériences de professeur-chercheur en économie et de dirigeante d'entreprises et proposer une nouvelle voie pour retrouver l'espérance. Nous sommes convaincus de la possibilité d'articuler la décarbonation de l'industrie, le développement économique, la souveraineté industrielle, et la justice sociale.

L'action climatique ne doit pas être perçue comme une contrainte, « du sang et des larmes » ni une succession d'efforts sans bénéfices individuels et collectifs. Juger, culpabiliser ou faire peur aux citoyens entravent la mobilisation. Nous exhortons

à un sursaut collectif pour agir et ne plus subir, sans attendre une éventuelle solution miracle contre le dérèglement climatique qui affecte tous les grands enjeux du XXI^e siècle. C'est la responsabilité de notre génération.

Raphaël BOROUMAND est professeur d'économie à Paris School of Business et enseigne à l'université Paris Dauphine-PSL. Il est docteur en sciences économiques de l'EHESS-Paris et HDR (Habilitation à Diriger des Recherches) de l'université Paris-Saclay. Il est diplômé du magistère de sciences de gestion de l'université Paris Dauphine ainsi que titulaire d'un MBA obtenu à Washington DC. Il est régulièrement sollicité par les médias (TV, radio, interviews presse, documentaire pour le cinéma) et conseille des institutions publiques et des entreprises. Il est l'auteur de nombreuses publications scientifiques dans des revues académiques internationales de référence, de livres, et de tribunes de presse. Conférencier international, il est également économiste auprès de deux *think tanks* européens. Il a été chercheur affilié à l'University of London et au CIREN (Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement). Avant d'être professeur et chercheur en économie, il a travaillé plusieurs années comme consultant en stratégie d'entreprise dans plusieurs grands cabinets internationaux de conseil.

Myriam MAESTRONI, dirigeante engagée dans la transition énergétique, débute très tôt sa

carrière : à 24 ans, elle devient directrice générale de Dyneff/Agip en Espagne, spécialisée dans la distribution de produits pétroliers, avant de présider plusieurs filiales industrielles. De 1996 à 2002, elle dirige Primagaz Espagne puis rejoint SHV Holdings aux Pays-Bas pour une mission internationale. En 2003, elle prend la direction générale de Primagaz France, qu'elle transforme en acteur des solutions énergétiques durables. Elle fonde en 2011 Économies d'Énergie, start-up dédiée à l'efficacité énergétique, qu'elle dirige jusqu'à sa cession au groupe La Banque Postale en 2021. Elle crée Deesco en 2024.

Présidente-fondatrice du fonds de dotation E5T, présidente du programme « 100 leaders pour la Planète », elle siège actuellement dans plusieurs conseils d'administration (EkWateur, Construcia, Demea Sustainable Investment).

Chevalier de la Légion d'Honneur (2016) et Officier de l'Ordre national du Mérite (2025), elle est également auteure d'ouvrages sur la transition énergétique et le leadership et intervenante régulière auprès de grandes écoles et entreprises.

Elle figure dans le top 40 du classement des femmes Forbes France 2022.

Diplômée de Kedge Business School, de l'Université de Barcelone et titulaire d'un MBA de l'ESADE, elle a complété son parcours à HBS, IMD, INSEAD et Stanford.

Le Fonds de dotation E5T

Le fonds de dotation E5T, créé par Myriam Maestroni analyse l'ensemble des paramètres de la transition écologique. E5T organise plusieurs colloques par an en réunissant les personnalités les plus à la pointe sur les questions de transition écologique. Nous avons alors créé, avec un groupe de collègues, nos premières universités d'été d'E5T à La Rochelle, avec notamment Raphaël Boroumand, qui en est membre et acteur depuis les débuts de la fondation en tant que professeur d'économie particulièrement au fait des stratégies d'innovation vers une économie écologique prospère. Il s'agissait, d'ouvrir un dialogue pour parler des nouvelles énergies (premier « E » d'E5T), d'efficacité énergétique (les deux suivants), d'environnement et d'économie (les deux derniers E d'E5T). L'idée était de promouvoir un dialogue et un débat de qualité entre décideurs politiques, dirigeants d'entreprise, enseignants-chercheurs, entrepreneurs, organismes de réglementation, représentants des collectivités territoriales, étudiants, et ONG.

Depuis treize ans, nous avons beaucoup évolué. Aujourd'hui, E5T poursuit quatre principales missions :

- identifier les initiatives qui contribuent directement ou indirectement à la neutralité climatique ;
- mettre en valeur ces initiatives au cours de nos universités (aujourd'hui déployées dans différents lieux du monde, et en France à La Rochelle

ou dans un port maritime) en veillant à les structurer autour d'un agenda et d'une réflexion précise ;

- développer et animer un réseau de personnalités qui innovent et créent ensemble, avec des vocations et des innovations nées et à naître ;
- développer un volet éducation pour former les managers. Cette dernière initiative a donné le jour au premier *Executive MBA* sur la transition énergétique et à la plateforme numérique E5T Education en plein essor avec le programme 100 Leaders pour la Planète.

Introduction :

L'économie productiviste détériore le climat et le réchauffement climatique fragilise l'économie

Fait historique, nous avons aujourd'hui à imaginer un avenir qui tranche avec les deux siècles qui ont défini notre rapport au progrès technique issu de la révolution industrielle. La croissance économique de l'Europe, berceau des nations industrielles, s'est appuyée sur la consommation massive d'énergies fossiles. Depuis des décennies, la consommation mondiale d'énergie et la production d'électricité reposent très massivement sur un trio d'énergies fossiles : charbon, pétrole et gaz. Ce recours aux énergies fossiles a entraîné une forte concentration dans l'atmosphère de gaz à effet de serre (GES), principalement du CO₂, dont le secteur de l'électricité est le principal émetteur.

Cette accumulation de CO_2 s'explique par le fait que le volume émis est supérieur à la capacité d'absorption des puits de carbone naturels (dont les océans et forêts) et artificiels. Compte tenu de l'inertie du stock de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, il faudra 20 à 30 ans pour que la réduction des flux de CO_2 affecte significativement le stock. Le réchauffement climatique d'environ $1,3^\circ\text{C}$ au niveau mondial¹ et de $1,8^\circ\text{C}$ en France depuis l'ère préindustrielle (1850-1900) en est la conséquence directe. Au rythme actuel, la température moyenne augmente de $0,2^\circ\text{C}$ tous les 10 ans. L'impératif de réduire drastiquement les émissions de CO_2 est d'autant plus fort que les puits de carbone naturels s'affaiblissent avec le réchauffement climatique. Ils perdent en efficacité et absorberont moins de CO_2 s'ils ne sont pas préservés et restaurés.

Si l'on se réfère à la notion de « budget carbone mondial » (c'est-à-dire la quantité totale d'émissions de CO_2 à ne pas dépasser pour limiter à $1,5^\circ\text{C}$ le réchauffement), environ 85 % du budget dédié a déjà été utilisé. Le budget résiduel (si les émissions de CO_2 ne diminuent pas) est inférieur à 10 ans. Naturellement, plus l'ambition climatique est faible, plus le budget résiduel et le nombre d'années augmentent. La trajectoire actuelle des émissions conduit à un réchauffement de $1,5^\circ\text{C}$ vers 2030. Loin d'être anecdotique, il faut être conscient que

1. Le réchauffement était de $0,9^\circ\text{C}$ en 2010.

chaque 0,1 °C additionnel (dixième de degré en plus) se traduit par des événements extrêmes (canicules, sécheresses, inondations, tempêtes) plus fréquents, plus intenses et plus longs avec de graves dommages (parfois irréversibles) pour les populations, la santé, les infrastructures et les habitations. Le changement climatique n'est pas binaire, mais graduel ; par conséquent, chaque action qui limite les émissions de CO₂ compte ! Cela implique de prioriser le budget résiduel de CO₂ selon l'utilité des émissions. Pour employer deux exemples caricaturaux, prendre l'avion pour aller voir un tournoi de golf à Dubaï n'a pas la même utilité sociale que prendre l'avion pour un trajet équivalent destiné à former de futurs instituteurs.

Au niveau actuel des émissions mondiales de CO₂, la trajectoire de réchauffement mondiale est d'environ 3 °C (4 °C pour la France), alors que les conférences climat (les fameuses « COP »²) sont certes nécessaires, car elles constituent une plateforme internationale de négociation entre 195 pays, mais sont insuffisantes. Laisser penser aux opinions publiques que les COP sont inutiles est mensonger et contre-productif, car le climat implique une coopération

2. Lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, l'ONU a créé un cadre spécifique d'action de lutte contre le réchauffement climatique : la CCNUCC (Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques). Cette convention réunit une fois par an lors des « COP » presque tous les pays du monde qui sont qualifiés de « parties ».

internationale. Les COP présentent des lacunes, mais elles replacent le climat au cœur de l'actualité et ont permis de définir des objectifs communs pour contenir le réchauffement. Certaines, comme celles de Paris ou de Dubaï (en 2023), ont permis d'obtenir des résultats pour ralentir la trajectoire de réchauffement, d'envoyer des signaux aux entreprises sur l'impératif de la transition énergie-climat ou d'intégrer le concept de « pertes et dommages » climatiques.

Avec l'urgence climatique, le concept de « transition énergétique » doit être au cœur des politiques publiques, même si c'est un concept à géométrie variable selon les pays qui en font une interprétation parfois floue. Soyons clairs : la transition énergétique a pour objectif le remplacement d'énergies fossiles émettrices de CO₂ par des énergies décarbonées. La guerre en Ukraine ne doit pas substituer l'enjeu de l'addiction de l'économie mondiale aux hydrocarbures à celle de la dépendance de l'Europe aux hydrocarbures russes. Il ne faut ni se tromper de combat ni substituer une dépendance à une autre.

« NEUTRALITÉ CARBONE »

VERSUS « NEUTRALITÉ CLIMATIQUE »

La « neutralité carbone » implique un équilibre entre les émissions de carbone et leur absorption par les puits de carbone. Un puits de carbone est tout système (naturel ou artificiel) qui absorbe plus de carbone qu'il n'en émet. Les principaux puits de carbone *naturels* sont le sol, les forêts et les océans.

L'objectif de neutralité « carbone » est fondamental, mais ce n'est pas l'objectif final.

L'objectif ultime doit être la neutralité « climatique ». Ce n'est pas le flux mais le stock de GES accumulé dans l'atmosphère qui génère le réchauffement. Pour réduire le stock de carbone, la neutralité carbone ne suffira pas. L'économie mondiale doit devenir carbone « négative ». Cela implique que le flux des émissions émises de GES doit être inférieur à celui des émissions absorbées.³ Quand une entreprise annonce avoir atteint la neutralité carbone, il s'agit souvent de projets de compensation carbone et non d'une réduction des émissions. La compensation carbone est utile, mais une tonne de CO₂ compensée n'équivaut pas à une tonne de CO₂ évitée ! L'agrégation des stratégies de compensation carbone ne suffira donc pas. Naturellement, la neutralité climatique en 2050 n'a de sens que si elle est mondiale, mais compte tenu de leurs moyens supérieurs, les pays les plus développés doivent aller plus vite dans la décarbonation de leur économie.

UN CHANTIER DE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Il s'agit de décarboner l'économie mondiale, dont la croissance se nourrit de la consommation d'énergies

3. Soit parce que les gaz à effet de serre arrivent en fin de vie, soit parce que les puits de carbone absorbent le carbone de l'atmosphère.

fossiles. C'est en cela que cette transition est inédite. Le climat est notre bien commun, un bien public mondial. Même si les investissements nécessaires pour le climat sont colossaux, ils restent très inférieurs au coût de l'inaction climatique. La bataille climatique est l'affaire de toutes et tous, et pas seulement celle des énergéticiens et des gouvernements. Si l'enjeu est mondial, les décisions et les actions se situent à tous les échelons : local (les territoires), national et international. L'échelon local permet d'associer concrètement les citoyens à la transition écologique. La dynamique territoriale concrétise les effets des mesures environnementales sur le quotidien des citoyens.

Les modes de conception, fabrication et consommation des produits et services doivent être complètement redéfinis. Ce changement de modèle économique et industriel soulève des questions d'acceptabilité sociale par les citoyens et les entreprises dont les inquiétudes se focalisent légitimement sur le court terme (la fin du mois pour les ménages et la fin de l'année pour les entreprises). L'objectif de notre ouvrage est de montrer comment concilier les impératifs économiques et climatiques, même si la revalorisation des bas salaires ne doit plus attendre pour accompagner les ménages modestes dans cette transition. Nous analysons les leviers qui permettent de combiner la lutte contre le dérèglement climatique et une croissance économique sélective et décarbonée.

La transformation des chaînes de valeur et du commerce international, la réorientation du progrès technique et la minimisation de l'extraction des ressources naturelles et des déchets sont des déterminants du nouveau paradigme éco-énergétique.

CAPITAL HUMAIN ET DÉCARBONATION DE L'ÉCONOMIE

La question de la formation aux métiers de la nouvelle économie et à la décarbonation de l'industrie se pose dès aujourd'hui. Au-delà des capitaux et des technologies, la formation et la disponibilité du capital humain sont essentielles à la transition écologique. La mobilisation des compétences par des investissements dans la formation permet de réconcilier la nouvelle génération avec l'industrie dont la compétitivité et l'attractivité s'appuient sur la décarbonation. Pour atteindre la neutralité climatique, le capital humain est aussi important que le capital technologique.

NOTRE ANTIDOTE POUR CONCILIER L'ÉCONOMIE ET LE CLIMAT

Et si nous prenions le chemin d'une décarbonation heureuse ? Les investissements massifs pour décarboner l'économie offrent des co-bénéfices sanitaires, environnementaux, sociaux et géopolitiques. Ils protègent des maladies et de la mortalité liées à la pollution de l'air, dont le coût médical est de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an

au niveau européen. Ils contribuent à la création d'emplois et à la paix sociale. En 2018-2019, le mouvement des « gilets jaunes » s'inscrivait contre une énième hausse des prix des carburants qui rogne le pouvoir d'achat des automobilistes et relance à chaque fois le serpent de mer de la baisse des taxes sur les carburants et d'un retour à une fiscalité dite « flottante » selon les fluctuations du prix du pétrole. Sur un plan géopolitique, la décarbonation et l'électrification du système énergétique réduisent la dépendance aux énergies fossiles dans un contexte où les tensions géopolitiques et commerciales sont exacerbées et où la domination de l'énergie est le principal levier de contrôle de l'économie mondiale. Certains pays fournisseurs d'hydrocarbures présentent désormais un « risque pays » quant à leur volonté d'utiliser l'énergie comme un levier de domination économique et géopolitique compte tenu de la place de l'énergie au cœur des rapports de force mondiaux. L'électrification des usages permet de s'affranchir des logiques d'impérialisme énergétique et de réduire la dépendance aux fluctuations régulières des prix du pétrole et du gaz. La guerre déclenchée fin février 2026 par les États-Unis et Israël en Iran a entraîné une flambée des prix du pétrole et du gaz à la suite du blocage du détroit d'Ormuz par le régime de Téhéran, détroit le plus stratégique au monde, par lequel transitent 20 % du pétrole et du commerce mondial de GNL, ainsi qu'environ un tiers des engrais mondiaux. Toute flambée du prix de l'or noir et

du gaz se traduit non seulement par une hausse des prix des carburants, mais aussi par une hausse des coûts de production industriels et agricoles avec pour effets de l'inflation (notamment alimentaire) et un ralentissement de l'économie mondiale (voire une récession économique). Un choc sévère sur les prix de l'énergie se répercute par ricochet sur l'industrie et l'agriculture. Le retour de l'inflation peut contraindre la Banque centrale européenne à relever ses taux d'intérêt directeurs pour freiner la hausse des prix au risque de déprimer davantage l'activité économique. L'électrification de l'économie (transport, logement, industrie) réduit la vulnérabilité de l'Europe à ces chocs géopolitiques et économiques. L'électrification permet de couper le lien quasi mécanique entre instabilité géopolitique, pouvoir d'achat et compétitivité.

La décarbonation de l'économie va coûter cher, mais ces investissements sont bien inférieurs aux coûts du dérèglement climatique. Le coût du passage aux énergies renouvelables est inférieur à celui de la poursuite des énergies fossiles. Les politiques climatiques sont compatibles avec l'économie et les questions de santé publique. En matière purement financière, le « retour sur investissement » sera positif et permettra d'économiser les dizaines de milliards d'euros dépensés annuellement par les pays importateurs d'énergies fossiles. Plus une économie est électrifiée et résiliente aux impacts du dérèglement climatique, plus elle est à l'abri des dommages climatiques futurs, c'est une forme d'assurance-vie pour

l'économie mondiale. Dans un monde « VUCA⁴ », décider dans l'incertitude et agir en temps de crise sont devenus « business as usual ». Il faut donc garder le cap climatique malgré les futures tempêtes géopolitiques, financières ou sociales.

Nous prôtons une troisième voie entre la décroissance économique mondiale et une croissance productiviste carbonée du PIB. Une décroissance générale et indifférenciée diminuerait la taille de l'économie, mais pas nécessairement son intensité carbone. Il faut mettre en place une croissance soutenable, car sobre et sélective, pour découpler croissance économique et émissions de CO₂. Des pays ouvrent la voie avec un découplage entre croissance et émissions de GES. La croissance décarbonée n'est plus une illusion.

Notre ouvrage propose une nouvelle trajectoire économique qui implique une transformation radicale de l'offre et de la demande et de nouvelles politiques pour décarboner l'économie mondiale en maîtrisant la dette et le déficit budgétaire. Il faut mettre un terme au mythe d'une économie extractive infinie des ressources fondée sur l'inflation des usages. Il s'agit de repenser la croissance pour la découpler des émissions de GES et de mettre fin au train fou du productivisme

4. Le sigle VUCA signifie *Volatility, Uncertainty, Complexity and Ambiguity*. Ce qui se traduit par « volatilité, incertitude, complexité et ambiguïté ».

et au superflu du consumérisme qui sont, à tort, devenus parfois synonymes de prospérité et de bonheur dans une vision : « je consomme donc je suis ». L'apologie de la consommation depuis deux siècles a conduit à une consommation toujours plus élevée. La production dans certains secteurs est bien supérieure à la satisfaction des besoins nécessaires, donc ces secteurs doivent inévitablement décroître. Les excès de consommation génèrent un gaspillage de ressources et des dommages environnementaux. Le concept de « consommation ostentatoire »⁵, une frénésie de consommation (potentiellement sans limite) pour se distinguer socialement (et marquer son prestige social) a été repris par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)⁶ à titre de menace pour le climat. « L'économie du discernement »⁷ doit conduire les citoyens à ne pas céder à la publicité ni aux incitations régulières à consommer, en étant capables de choisir et de juger par eux-mêmes.

5. Défini par le sociologue Thorstein Veblen à la fin XIX^e siècle.

6. En anglais, IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change.

7. Concept associé au philosophe Bernard Stiegler. L'« économie du discernement » promeut la capacité des individus à réfléchir par eux-mêmes en développant un esprit critique sans être manipulés ou influencés dans leur comportement et leur choix de consommation. Elle s'oppose à ce que Stiegler appelle l'« économie de la captation » où l'attention est captée, les désirs influencés et les choix non éclairés.

À l'opposé d'une croissance nocive, la croissance sobre que nous préconisons se focalise sur les secteurs utiles de l'économie. Elle implique notamment l'extraction minimale des ressources naturelles, la transformation des chaînes de valeur, l'économie circulaire et les circuits courts. La croissance sobre implique le basculement vers la modération dans la production et la consommation. Il faut orienter le progrès technique et l'investissement sur des innovations, des technologies et des infrastructures décarbonées. Du côté des citoyens, les leviers sont la modération des comportements de consommation, la sobriété (choisie et non subie), la minimisation des déchets, la mobilité décarbonée...

NI ÉCO-ANXIÉTÉ NI REMÈDE MIRACLE

La genèse de notre livre se situe dans la complémentarité de nos parcours professionnels.

Nous considérons la connaissance comme condition ultime d'une action collective éclairée et efficace. Pour agir, il faut savoir et comprendre. Selon Marie Curie, « dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre ». Nous proposons des solutions transversales pour concilier le développement économique et l'action climatique en déconstruisant les légendes sur l'énergie et le climat. Nous faisons la chasse aux idées reçues. Les vieilles lunes empêchent la mise en place d'un nouveau paradigme éco-énergétique qui vise le triptyque gagnant : décarbonation, compétitivité, souveraineté industrielle.

Aucune solution ne constitue l'alpha et l'oméga de la lutte pour le climat. La quête de la solution parfaite est un leurre. Ce n'est pas parce qu'une solution est imparfaite qu'il faut la disqualifier et ne rien faire.

Nous ne croyons pas au remède miracle ni aux solutions simplistes, mais à la combinaison de l'ensemble des leviers utiles pour décarboner l'économie en faveur d'une croissance sélective et sobre par opposition aux impasses du productivisme dans un désert environnemental et de la décroissance économique mondiale dans un désert industriel. La décennie actuelle est une décennie critique. Nous vivons une période charnière, un point de bascule ; celle de la dernière chance. La transition énergie-climat est notre projet commun, pas une contrainte qui oppose les citoyens, divise ou déprime. L'éco-anxiété génère une paralysie de l'action et parfois une forme de radicalisme climatique source de démobilisation.

Face à l'urgence climatique, la question n'est pas celle de l'optimisme ou du pessimisme, mais celle de la conscience, de la lucidité et de l'action face aux discours sceptiques, défaitistes ou catastrophistes selon lesquels la bataille serait perdue d'avance. Les vieilles lunes et les vues de l'esprit freinent l'action. La transition écologique doit être désirable pour motiver les citoyens. Elle doit mobiliser les cœurs et les esprits pour fédérer les énergies citoyennes. Les mesures en réaction aux dommages climatiques ne suffisent pas, il faut des plans de prévention.

Comment concilier économie, climat et souveraineté industrielle ?

Le débat climatique est confisqué. D'un côté, ceux qui nient l'urgence climatique et défendent un modèle de croissance productiviste, polluant et destructeur. De l'autre, les partisans d'une décroissance généralisée, présentée comme remède universel. Entre ces deux impasses symétriques, un faux choix s'est imposé : la « fin du monde » ou la « fin du mois ».

Les auteurs refusent ce dilemme. Les citoyens ne sont pas condamnés à choisir entre économie et climat, entre désert environnemental et désert industriel. La transition écologique n'est pas une contrainte. Elle ne peut pas non plus reposer sur la culpabilisation, tant les situations des individus et des pays sont hétérogènes.

Dans un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques et une confrontation économique entre grandes puissances, cet essai ouvre, grâce à des solutions concrètes, une troisième voie face aux discours de peur et de doute et constitue un appel à la mobilisation collective. La décarbonation est à la fois un impératif climatique et un levier de puissance économique. Une économie sans écologie est une impasse.

Un antidote à l'éco-anxiété et au défaitisme pour rendre enfin désirable la transition écologique.

Raphaël BOROUMAND est docteur en économie de l'EHESS et titulaire d'une HDR (Habilitation à Diriger des Recherches) de l'université Paris-Saclay. Professeur d'économie à Paris School of Business et conférencier international, il enseigne également à l'université Paris Dauphine-PSL. Auteur d'ouvrages et de nombreuses publications scientifiques internationales, il conseille entreprises et institutions publiques, et intervient régulièrement dans les médias (TV, radio, presse, documentaire pour le cinéma).

Myriam MAESTRONI est une dirigeante engagée dans la transition énergétique, devenue très jeune directrice générale dans le secteur de l'énergie avant de fonder Économie d'Énergie et l'entreprise Deesco. Elle préside le fonds de dotation E5T ainsi que le programme « 100 leaders pour la Planète ». Décorée de la Légion d'Honneur et de l'Ordre national du Mérite, elle siège dans plusieurs conseils d'administration et figure au top 40 du classement Forbes France.

ISBN : 978-2-8073-7732-5



9 782807 377325

Prix : 21,90 €

De Boeck Supérieur s'engage
durablement
pour l'environnement

